

Initiative "one book in one snapshot"

"Que devient la sécurité Euro-Méditerranéenne avec les révolutions arabes?"

Pascal Chaigneau et Pierre Pascallon

2013

Sécurité, Voisinage Sud, Printemps arabes

RÉSUMÉ (2 pages max):

« Quel bilan pour les révolutions arabes et la sécurité euro-méditerranéenne ? »

Cet ouvrage traitant de la question sécuritaire après les révolutions arabes est structuré autour de deux parties. Dans un premier temps, après être revenu sur les évènements qui ont caractérisés ce que l'on a appelé les révolutions arabes, les auteurs sont revenus sur la signification de ces révolutions arabes notamment pour la démocratie et le rôle des média. Dans un second temps, le livre revient sur la question de la sécurité euro-méditerranéenne au travers d'abord d'une approche thématique, puis régionale. Il est important de souligner que l'analyse fournie dans ce livre reste très limitée par un certain nombre d'éléments dont notamment le recul chronologique (le livre étant rédigé fin 2012 alors que les conséquences de ces révolutions n'ont pas encore toutes abouties aujourd'hui, en janvier 2015).

Deux axes, qui ont notamment été mis en avant comme les deux points clés du premier bilan que propose l'ouvrage dans le chapitre de conclusion, seront principalement résumés ici.

I. Un échiquier démocratique ébauché à confirmer.

Dès le début des révolutions arabes, l'Occident cru, avec un certain sens euphorique, "que tous les pays arabes allaient, par un effet de dominos, devenir rapidement et complètement des « démocraties modernes et laïques », avec l'acception de ces termes pour nous en Occident". Toutefois, il ne fut rien et en raisons des spécificités du monde arabe qui est loin d'être aussi uniforme comme on voulait le croire. Il y a bien entendu des éléments d'unité de ces 22 pays qui forment le monde arabe, mais ces pays connaissent en réalité "des situations économique et sociales très diverses, des systèmes politiques très disparates". De fait, les "printemps arabes" ont connu des trajectoires variés selon cette diversité. Une typologie de 4 scénarios d'évolution fut mise en avant par Pierre Pascallon dans la conclusion:

1. « Libération » démocratique, notamment dans l'expression des opinions (Tunisie, Egypte, Libye) ;
2. Processus de réforme démocratique contrôlés et limités (Maroc, Algérie et Jordanie) ;
3. Violence et guerre civile (Syrie) ;
4. Et enfin, maintien de l'ordre existant sans aucune modification (pays arabes du Golfe).

Au moment de ce bilan fin 2012, des avancées démocratiques ont eu lieu, non sans mal et à des degrés variés dans le monde arabe. Mais l'auteur ne reste pas aveugle face au fait que "la confirmation de la démocratie n'est pas acquise pour autant" [le cas de Libye à l'été 2014 en est un vibrant exemple]. Le constat est également fait que "la marche vers la démocratie sera sans aucun doute en effet longue, douloureuse, incertaine, même et y compris dans les jeunes démocraties

arabes a priori les plus affirmées", tel que le « laboratoire tunisien » où la situation restait très tendue en 2012.

Une autre incertitude mise en avant est celle de l'évolution des régimes islamiques. En 2012, les forces islamiques « modérées » converties à la démocratie, sont ceux qui ont été les principaux bénéficiaires des révoltes arabes. Toutefois, l'auteur insiste sur le risque que "des régimes islamiques « durs » l'emportent à l'avenir, avec radicalisation religieuse et qu'au final le printemps arabe devienne au vrai un printemps islamique", bien qu'il existe une certaine croyance qu'il va y avoir une "validation de ce processus de démocratisation et de respect des droits de l'homme dans le cadre des démocraties islamiques originales". Troisième incertitude, celle de la place des forces armées plus ou moins associées aux mouvements de démocratisation. Seront-elles tentées - face aux « désordres » - de s'associer aux « restes » de régimes autoritaires sinon dictatoriaux pour revenir demain sur les changements qui se sont esquissés à la faveur des soulèvements arabes?

Dans le bilan que fait P. Pascallon, il est trop tôt pour qu'il soit définitif, les « printemps arabes », pouvant dégénérer en « automne », voire en « hiver ».

II. Une déstabilisation accrue à enrayer

Le printemps arabe n'a pas forcément ouvert une ère de gouvernance démocratique et surtout, une ère de stabilité comme on l'avait – on pouvait – l'espérer, notamment parce que un certain nombre de régimes despotes (Libye, Egypte, Tunisie, etc.), apportaient stabilité et prévisibilité. Ainsi, le bilan à la fin de 2012, indique qu'au contraire, "les révoltes arabes ont sans aucun doute accusé l'instabilité et l'insécurité de l'espace euro-méditerranéen".

Par l'effondrement des régimes despotes, il y a en effet eu une déstabilisation accrue du monde arabe, avec la modification des rapports de force. Des « perdants » (Libye, Egypte), des « gagnants » (Turquie, Algérie) ont émergé dans cette zone d'instabilité traditionnelle, et des "brûlots" ont persisté voire durcis (conflit israélo-palestinien, problème de l'Iran nucléaire, rivalité accusée entre pays chiites et pays sunnites).

Les révoltes arabes ont provoqué une onde de choc qui déstabilise tout le Sahara-Sahel. Cette situation sécuritaire dans le Sahel recèle des facteurs d'instabilité qui se conjuguent pour former une situation d'une gravité exceptionnelle. Le bilan de fin 2012 que l'ouvrage demeure centré sur les conséquences sécuritaires des printemps arabes sur la crise grandissante au Mali. Le bilan met également en avant la proximité de ce nouveau foyer d'instabilité pour l'Europe, qui aggrave d'autant plus la sécurité dans la région et en Europe.

Enfin, la conclusion s'interroge sur les actions à mener pour faire face à cette déstabilisation accrue en Méditerranée. Plusieurs pistes sont avancées comme "favoriser le rapprochement et le dialogue entre nos démocraties et les démocraties naissantes", "mettre en place une stratégie d'aide au développement économique", "donner une nouvelle impulsion à la mise en place d'un espace de sécurité commun euro-méditerranéen, avec une « nouvelle union pour la Méditerranée »".

Enfin, P. Pascallon met en avant la nécessité de construire un "sous- ensemble mondial euro-russo-méditerranéen, avec la perspective d'une grande Europe de « l'Atlantique à l'Oural » élargie à la Turquie et aux pays du Sud et de l'Est méditerranéen" pour faire face aux risques sécuritaires émanant des révoltes arabes, les autres grandes puissances, les Etats-Unis au premier plan, se détournant de cette région pour l'Asie et la Chine.

Messages clés pour DG DEVCO (1 page)

Plutôt que de répéter les éléments clés déjà résumé ci-dessus, voici une liste de recommandations pour la réévaluation de la stratégie de sécurité de l'UE dans la région euro-méditerranéenne:

- > Avec les révolutions arabes, la région méditerranéenne et notamment le monde arabe s'est fortement déstabilisé menant à une véritable crise sécuritaire euro-méditerranéenne
- > Il est à mon sens crucial que l'UE repense sa politique de sécurité extérieure avec ses voisins du sud et non de façon unilatérale comme cela est trop souvent le cas.
- > La question sécuritaire amène sur la table la question de la politique migratoire de l'UE, qui doit également être réévaluée à travers un processus de concertation et de dialogue avec le voisinage sud.
- > Pour parvenir à stabiliser la région, il faut développer en parallèle des outils d'actions et de stabilisations à court termes et à long termes afin de pouvoir palier à un aggravement de la situation sécuritaire.
- > Un certain niveau de flexibilité dans les instruments de financement pour cette région est nécessaire dans cette optique.
- > L'élaboration d'une véritable stratégie de sécurité à travers la mise à jour de "l'European Security Strategy" (ESS) de 2003 semble également un élément indispensable afin de donner le cadre légal nécessaire.

Date: 08/01/2015

Name of Trainee: AUBRY DE MARAUMONT Christophe